

Perspectives et tâches de la Révolution européenne ¹

Résolution adoptée lors du Plénum du Comité Politique du SWP de novembre 1943 ²

Numéro 67, octobre 1999.

Le cours des événements mondiaux durant l'année passée peut être résumé en quatre points principaux d'une signification historique considérable. Ce sont :

- 1) La chute de Mussolini³ et l'effondrement du fascisme italien, donnant le signal du commencement de la révolution italienne et par conséquent de la révolution européenne.
- 2) La prépondérance croissante des forces militaires anglo-américaines sur celles du camp de l'Axe, qui a déjà dévoilé les aspirations de Wall Street à remplacer l'Allemagne nazie comme maître et oppresseur de l'Europe, et pleinement mis en relief le rôle contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain sur l'arène mondiale.
- 3) Les victoires colossales de l'Armée rouge.
- 4) La dissolution formelle de la Comintern (Internationale communiste).

Les leçons des événements italiens

Le fascisme italien, qui s'est attaché en 1922 à rénover le capitalisme italien chancelant, sur le dos des ouvriers et des paysans révoltés, s'est complètement épuisé en deux décennies. Le régime meurtrier dont le chef se vantait de construire un nouvel Empire romain, a duré juste assez pour célébrer son 20e anniversaire.

Les ouvriers et les paysans refusèrent purement et simplement de se battre, de travailler ou de se sacrifier pour l'Etat fasciste, qui ne leur apportait qu'oppression, misère, famine, et vaines promesses. Les classes moyennes ont perdu toute confiance dans ces bandits bonapartistes corrompus, incompetents et vaniteux que dirigeait le saltimbanque Mussolini. Finalement, les classes dirigeantes, les capitalistes, les propriétaires terriens, l'Eglise, la Famille royale, la caste militaire et une partie de la clique gouvernementale elle-même ont pensé qu'il fallait chasser Mussolini dans l'espoir d'échapper ainsi à la catastrophe.

Avec le peuple entier contre lui, l'empire d'Afrique perdu, l'économie nationale en faillite et menacé de l'occupation par deux armées ennemies supérieures en nombre, « *le fascisme, au bout du compte, se décomposa en morceaux comme une pomme pourrie* ». A cette épitaphe, le maréchal Badoglio⁴ a ajouté : « *Il n'y eut pas la moindre tentative de résistance d'un seul des sept millions de membres du parti fasciste* ».

Cet écroulement total du fascisme italien crève comme une bulle de savon toutes les théories des renégats du marxisme selon lesquels le fascisme serait une forme nouvelle de société collectiviste-bureaucratique destinée à remplacer le capitalisme et à barrer la route au socialisme. Il est désormais clair que ces théories prétentieuses représentaient en réalité une forme particulière de capitulation intellectuelle et d'adaptation au fascisme. L'expérience italienne a une fois pour toutes, démontré que

¹ Ce texte est le premier résultat du conflit entre Morrow et la majorité (cf. N° 63).

² Quatrième Internationale, n°11/12/13, sept. oct. 1944.

³ Benito Mussolini (1883-1945), socialiste italien de gauche rallié à la guerre, fondateur du parti fasciste, prend le pouvoir en 1922, chef du gouvernement, « *Duce* ». Renversé au Grand conseil fasciste en 1943.

⁴ Pietro Badoglio (1871-1956), officier italien, général en 1919, maréchal en 1926, conquérant de la Lybie et de l'Ethiopie, chef du gouvernement après la chute de Mussolini, conclut la paix et sert les Alliés.

le fascisme est essentiellement l'instrument politique du capitalisme monopoliste dans le cours de son agonie finale.

La chute du fascisme en Italie est une preuve tangible de la faillite de la domination bourgeoise. Toute la répression, les prétentions et la démagogie de leurs mercenaires fascistes n'ont pas permis au grand capital d'étouffer la lutte de classes et de l'empêcher de se développer. Au contraire, sous le couvercle de fer du fascisme, les conflits sociaux ont dégagé assez de force explosive pour faire voler en éclats le régime.

Les événements d'Italie ont prouvé l'indomptable vitalité de la classe ouvrière. Le fascisme avait écrasé toutes les organisations de masse des travailleurs italiens, leurs syndicats, leurs coopératives, leurs partis. Il avait assassiné, emprisonné, exilé leurs meilleurs dirigeants, mis hors-la-loi les idées révolutionnaires et interdit leur expression, enchaîné les ouvriers aux patrons par l'intermédiaire de l'Etat totalitaire. Il les avait isolés du reste du monde. Néanmoins le prolétariat vaincu et atomisé a rassemblé peu à peu ses forces, s'est redressé de nouveau et a recommencé à lutter pour la liberté et le pain : il a fait apparaître dans ses rangs de nouveaux dirigeants et s'est mis en mouvement pour régler ses comptes avec ses oppresseurs à la première occasion favorable.

Mussolini a signé sa condamnation à mort en entraînant le peuple italien dans l'aventure impérialiste de la Deuxième Guerre mondiale. Après trois ans de tortures et d'horreurs, les masses ont commencé à se révolter. Les ouvriers et les paysans en uniforme ont refusé de se battre, ont déserté, ont reculé ou se sont rendus. Dès mars 1943, des grèves ont éclaté dans les villes industrielles du Nord. Le régime fasciste était incapable de venir à bout de cette révolte. Le pouvoir commençait à glisser des mains de Mussolini. D'autres grèves encore et des manifestations pendant les mois suivants ont montré à l'évidence que la machine de guerre de Mussolini était en train de s'effondrer.

Terrifiées par la révolte montante du peuple, les désastres militaires, la faillite totale du fascisme et la perspective de l'invasion par les armées anglo-américaines, les classes possédantes, sous la direction de la monarchie et de ses aides militaires, inspirées par le Vatican, se sont hâtées de renverser Mussolini et d'établir à la place du fascisme une dictature militaire-monarchiste. Ces conspirateurs de palais espéraient, par un coup d'Etat réalisé à temps, éviter la révolution ouvrière.

Mais la chute de Mussolini a eu les conséquences les plus inattendues et les plus contradictoires. Au lieu de mater l'esprit de rébellion, elle accrut énormément la volonté révolutionnaire et aiguillonna les masses vers des actions plus audacieuses encore.

La nouvelle de la chute de Mussolini n'était pas plus tôt connue que les sentiments révolutionnaires du peuple se manifestèrent de façon titanesque. Le peuple se déversa dans les rues, manifestant sa joie sans trêve : il se mit à pourchasser la vermine fasciste et à exhaler sur elle sa rage ; il ouvrit les prisons et libéra les détenus politiques, exultant de la joie de sa liberté nouvellement reconquise.

Il exigea la fin de la guerre. Des partis sortirent de terre, des syndicats se dressèrent, une presse libre fut établie, des conseils d'ouvriers et de paysans organisés et la fraternisation commença. Les exilés, de retour chez eux, et les détenus politiques libérés reprirent leur place à la tête des masses. A partir d'une vague de grèves militantes, les ouvriers adressèrent leurs revendications au gouvernement Badoglio.

Ces développements révélèrent le caractère indubitable d'un véritable soulèvement révolutionnaire au cours duquel les masses interviennent directement en tant que force active et décisive dans la détermination des événements. Ce mouvement tumultueux menaçait de passer par-dessus la tête du

Roi Victor-Emmanuel⁵ et de son maréchal Badoglio et de renverser le nouveau gouvernement militaromonarchiste qui avait succédé au fascisme. Pour empêcher tout nouveau développement de la révolution, Badoglio décréta la loi martiale, interdit les réunions de plus de trois personnes, prit des mesures pour renvoyer les ouvriers à l'usine, tua et emprisonna les dirigeants, censura la presse, renouvelant toutes les pratiques de la dictature mussolinienne.

Cependant, tout en s'efforçant de mater la révolution pendant les premières semaines, Badoglio fit miroiter l'espoir de la paix aux yeux des masses — du peuple italien exténué par la guerre. Contre les ouvriers, il utilisa les forces militaires des nazis et des angloaméricains avec qui il était en train de négocier les conditions d'une collaboration. Badoglio et ses généraux laissèrent les nazis occuper l'Italie du Nord, pendant que les avions anglo-américains bombardaient les centres révolutionnaires de Milan, Turin et Bologne.

Les complots militaro-monarchistes

Ces complots contre la révolution étaient facilités et couverts par la politique de trahison des socialistes, des stalinien et des partis libéraux. Au lieu d'organiser et de soulever le peuple pour renverser la dictature de Badoglio et créer une République des Ouvriers et des Paysans, ces partis retinrent les ouvriers qui voulaient se battre ; leur prêchèrent la confiance dans le nouveau gouvernement, leur conseillèrent d'attendre que paix et « *liberté* » leur soient octroyées par la grâce du roi et de Badoglio, en accord avec leurs alliés des forces anglo-américaines. Cette combinaison de répression et de tromperie permit aux anciens complices de Mussolini d'arrêter le développement de la révolution et de chercher refuge, dès qu'ils le purent, dans les bras des Alliés.

Après avoir ruiné le pays, les classes possédantes profondément réactionnaires, avaient contribué à faire de l'Italie un champ de bataille entre les deux camps impérialistes rivaux. Quel que soit le camp auquel ils s'allient, l'une et l'autre partie de la bourgeoisie divisée se sont rangées du côté des oppresseurs étrangers contre leur propre peuple. Pendant que Mussolini appelle les Italiens à mourir pour la résurrection du fascisme et pour le nazisme, le Roi et Badoglio leur demandent de mourir pour l'impérialisme anglo-américain.

Ce comportement cynique des classes dirigeantes italiennes confirme la grande leçon politique donnée aux travailleurs par la bourgeoisie française après la chute de la IIIe République. La classe capitaliste ne se soucie nullement de la démocratie, de l'indépendance nationale ou du bien-être des masses. Seuls l'intéressent ses profits, son pouvoir, ses privilèges et son droit de propriété. Chaque fois que leur suprématie politique et leurs intérêts sociaux et économiques sont menacés par le prolétariat, les classes possédantes sont capables des pires crimes contre le peuple et la nation.

Les ouvriers et paysans italiens ne peuvent se frayer leur voie vers la paix et la liberté qu'en arrachant le pouvoir politique et économique aux mains des capitalistes et en s'unissant à leurs camarades ouvriers d'Europe dans une guerre pour le socialisme. Les combattants révolutionnaires d'Italie ont déjà réalisé d'immortels faits d'armes. Ils ont été la principale force qui a renversé Mussolini et son régime pourri ; leurs actions ont constitué un magnifique prologue pour la révolution prolétarienne d'Europe qui vient ; ils ont donné aux masses de l'Europe entière un nouvel espoir et un nouveau courage.

Les ouvriers italiens, isolés et pris entre les armées de deux camps impérialistes rivaux ont été temporairement réduits à la défensive. Il ne leur a pas été laissé le temps d'organiser leur propre parti

⁵ Victor-Emmanuel III (1869-1947), roi d'Italie en 1900, soutient Mussolini résolument, le nomme chef du gouvernement en 1922, l'abandonne en 1943. Il abdiqua en 1946.

marxiste fort ⁶. Les dirigeants traîtres staliniens et réformistes ont donc eu les mains libres sur le terrain pour désorienter les masses. Les armées de l’Axe et celles des Alliés s’efforcent maintenant, chacune à sa manière, d’achever d’étrangler la révolution.

Malgré la trahison et les actes sanglants de répression, les ouvriers italiens continuent le combat. Ils montrent ainsi que la révolution italienne continue à vivre. La résistance des ouvriers qui se poursuit dans les actuelles conditions défavorables nous donne l’assurance qu’ils reprendront leur marche en avant dès qu’ils en auront l’occasion.

La succession des événements depuis la chute de Mussolini a montré l’étroite connexion entre la révolution italienne et la révolution européenne, surtout la révolution allemande ⁷. Les héroïques actions des ouvriers italiens ont enflammé les sentiments et les idées révolutionnaires sur tous les continents et ébranlé les régimes de Berlin, Madrid et Budapest. Le déroulement ultérieur de la révolution dans les autres pays d’Europe va donner à son tour une puissante impulsion nouvelle à la révolution italienne, temporairement arrêtée.

Les événements d’Italie ont nettement posé tous les grands problèmes de la révolution européenne. Ils ont confirmé les conclusions des marxistes suivant lesquelles les seules forces révolutionnaires sont les ouvriers, alliés aux paysans. L’unique révolution que la classe ouvrière puisse mener et va mener est la révolution socialiste. La seule issue au règne qui se poursuit du capitalisme monopoleur est le Gouvernement Ouvrier et Paysan, reposant sur les Conseils d’Ouvriers, de Paysans et de Soldats.

La démocratie bourgeoise

La décadence du capitalisme et l’acuité des conflits de classe ne permettent pas à l’Europe ravagée par la guerre de connaître une autre période prolongée de démocratie bourgeoise. Bien que des régimes bourgeois intérimaires puissent être établis ici ou là comme sous-produits de mouvements révolutionnaires inachevés, ils doivent, par leur nature même, être forcément instables et éphémères. Ils devront faire place soit à la conquête du pouvoir par les ouvriers révolutionnaires soit à la dictature militaro-policière de la contre-révolution capitaliste.

Le fait que les prémisses économiques d’une longue période de démocratie bourgeoise n’existent plus en Europe, n’a cependant pas mis un terme au rôle que peuvent jouer pour entraver la marche de la révolution prolétarienne les démocrates bourgeois et petits-bourgeois. Après la chute du fascisme, le capitalisme tentera de gouverner à travers les seules forces militaires comme l’a déjà montré l’exemple italien. Quand il apparaîtra que ce moyen ne parvient pas à maîtriser les masses insurgées, les capitalistes indigènes alliés aux envahisseurs impérialistes, mettront en avant leurs agents démocrates, social-réformistes et staliniens qui s’efforceront d’étrangler la révolution dans un nœud coulant « *démocratique* ». Quand tous les autres moyens de défense se seront effondrés, les forces capitalistes essaieront de préserver leur dictature derrière la façade de formes démocratiques, allant même jusqu’à celle de république démocratique.

Ce stratagème de la bourgeoisie peut s’accompagner d’une renaissance d’illusions démocratiques dans de considérables secteurs des masses, surtout en l’absence de partis révolutionnaires de masse⁸. Dans de telles conditions, il est possible et même probable que les partis traîtres du social-réformisme et du

⁶ Cf. articles sur l’Italie, CLT n°64.

⁷ La révolution allemande, dans l’esprit des trotskystes du monde entier, avait été retardée par la prise du pouvoir par les nazis et devait suivre immédiatement leur chute. Mais les Alliés ne l’entendaient pas de cette oreille et sans doute la classe ouvrière allemande avait-elle été plus atteinte que ne le pensaient les trotskystes.

⁸ La version américaine originale est un peu différente de la version française. Elle se lit : « *surtout en l’absence de partis révolutionnaires* ».

stalinisme puissent jouer le rôle dirigeant dans les premières étapes de la révolution. La victoire définitive de la révolution ne peut être assurée que par la direction d'un parti marxiste révolutionnaire. La création de tels partis est la tâche la plus importante de l'avant-garde révolutionnaire d'Europe. Au milieu des gigantesques convulsions qui vont secouer la société européenne, cette tâche peut être accomplie dans un temps très court.

La vague révolutionnaire peut être si puissante qu'elle permette aux ouvriers de prendre le pouvoir immédiatement après l'effondrement de la dictature fasciste. Il est donc nécessaire de lancer les mots d'ordre de Conseils ouvriers (soviets) et de Tout le Pouvoir aux Conseils ouvriers dès que les masses commenceront à avancer de nouveau contre le régime fasciste ou tout autre de ses substituts.

Les partis trotskystes⁹ ont partout le devoir de base de dénoncer et de combattre les illusions selon lesquelles des régimes démocratiques bourgeois stables, qui ont perdu leur base matérielle, peuvent être restaurés en Europe. Ils doivent mener une guerre impitoyable contre les partis réformistes et stalinien et leurs perfides « *Fronts populaires* » qui essaient de limiter la lutte des ouvriers à ce programme réactionnaire et utopique. La IVe Internationale a depuis longtemps prévu que cette question se poserait au cours des premières phases de la chute du fascisme et a pris en ce qui la concerne, une position tout à fait nette. Le programme adopté par la Conférence de fondation de la IVe Internationale (1938) affirme que « *dès qu'elle apparaîtra, la vague révolutionnaire dans les pays fascistes prendra d'un seul coup une extension grandiose et en aucun cas ne s'attardera à des tentatives pour faire revivre quelque cadavre de Weimar* »¹⁰. Le même programme explique la valeur et la nécessité autant que les limites et le caractère subordonné des mots d'ordre démocratiques en tant que moyens de mobiliser les masses pour l'action révolutionnaire.

Pour gagner les masses, nous aurons besoin de nous lier à elles, telles que nous les trouvons, avec toutes leurs illusions. Notre tâche est facilitée par le fait que les revendications démocratiques ont, dans l'Europe actuelle, des implications révolutionnaires si elle est sérieusement menée, car les gouvernements bourgeois ne peuvent les satisfaire. Tout en se présentant devant les masses avec les mots d'ordre fondamentaux d'« *Etats-Unis socialistes d'Europe* » et de « *Tout le pouvoir aux soviets* », les trotskystes doivent se montrer en même temps les combattants les plus résolus pour les revendications démocratiques. Ces revendications (liberté de la presse, droit syndical, etc.) seront étroitement liées aux revendications transitoires et l'ensemble sera rattaché à nos mots d'ordre fondamentaux d'« *Etats-Unis socialistes d'Europe* » et de « *Tout le Pouvoir aux Soviets* ».

La révolution prolétarienne peut commencer dans un seul pays mais aucun pays d'Europe ne peut, par ses seuls moyens, sortir de la guerre et de la crise catastrophique de la civilisation contemporaine. Une révolution victorieuse dans un seul pays d'Europe, quel qu'il soit, serait immédiatement contrainte de se défendre contre les attaques militaires des impérialistes et serait obligée de faire appel à l'aide prolétarienne internationale par des moyens révolutionnaires. Dans les luttes qui s'en suivront, il ne sera pas possible de maintenir les frontières surannées et arbitraires des Etats nationaux existants et le prolétariat n'a aucun intérêt à essayer de le faire.

L'Etat national qui fut autrefois l'arène historique du développement des forces productives est depuis longtemps devenu pour elles une chaîne réactionnaire. Le devoir historique urgent et immédiat des peuples d'Europe est la destruction révolutionnaire de l'Etat national réactionnaire et la création des Etats-Unis socialistes d'Europe. La paix, la sécurité et la prospérité ne peuvent être assurées que par l'unification économique et la collaboration socialiste des nations libres d'Europe. Le prolétariat

⁹ Dans le texte de la traduction française, « *bolcheviks-léninistes* » figure à la place de « *trotskystes* ».

¹⁰ Weimar désigne la République de Weimar qui avait succédé à l'Empire et fait place au 3e Reich.

révolutionnaire est l'unique force capable de réaliser ces tâches. Le mot d'ordre central **qui unifie**¹¹ ces luttes est : « *les Etats-Unis socialistes d'Europe* ».

L'Europe, aujourd'hui réduite en esclavage par les nazis, va être demain envahie par l'impérialisme anglo-américain également pillard. Dans leurs tentatives de remplacer les nazis comme maîtres de l'Europe, les Alliés impérialistes transféreront ainsi sur eux-mêmes toutes les conséquences qui ont empêché Hitler de « *pacifier* » ce continent. La haine des peuples européens déchaînée aujourd'hui contre leurs oppresseurs nazis se retournera demain avec un acharnement accru contre l'impérialisme yankee. L'ardent désir des masses européennes de se débarrasser des envahisseurs et de conquérir leur liberté nationale va nécessairement fusionner avec leur lutte sociale contre les classes dominantes de leur pays et leurs maîtres anglo-américains et donnera une puissante impulsion à la révolution prolétarienne. La fraternisation entre les ouvriers européens et les soldats des forces d'occupation deviendra une nécessité impérieuse sur la voie vers la révolution socialiste en Europe.

Il faudra toutes les forces combinées du prolétariat européen pour organiser et diriger le peuple dans la lutte révolutionnaire contre ses oppresseurs. Le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe sera le puissant cri de ralliement contre les plans contre-révolutionnaires du bloc anglo-américain de coloniser, exploiter et démembrer le continent européen. Ce mot d'ordre inspirera et guidera les ouvriers européens dans leur lutte pour le pouvoir. C'est à travers les Etats-Unis socialistes d'Europe — et pas autrement — qu'ils réaliseront leur unification économique, leur solidarité fraternelle, leur progrès social et culturel. Ce n'est que sur cette base que l'Europe ruinée et brisée pourra être remise sur pieds et atteindre de nouveaux sommets.

Le rôle contre-révolutionnaire du capitalisme américain

La prépondérance de la puissance américaine a commencé à se manifester partout avec une force qui ne cesse de grandir. La puissance industrielle, financière, militaire des Etats-Unis est devenue le facteur décisif dans la lutte inter-impérialiste pour la domination mondiale.

Les manœuvres diplomatiques et les actions de Washington au cours de l'année écoulée ont servi à dénoncer le prétexte selon lequel ils mènent cette guerre pour défendre la démocratie contre le fascisme et pour étendre au monde entier les « *Quatre Libertés* ». Elles ont révélé le caractère véritablement réactionnaire des buts de guerre de Washington, dictés par la volonté du Grand Capital américain de dominer politiquement et économiquement le monde.

Le mot d'ordre de « *guerre pour la démocratie* » a été considérablement discrédité dès le début par l'inclusion de Vargas¹² et autres gouvernements despotiques dans la coalition des « *Nations unies* », les démonstrations d'amitié pour le boucher d'Espagne Franco¹³, le dictateur Salazar¹⁴ du Portugal, par la cour à Pétain¹⁵ et le patronage donné à Otto de Habsbourg¹⁶ et divers monarques européens en exil¹⁷.

¹¹ « *qui unifie* » n'est pas dans la traduction française.

¹² Getulio Vargas (1883-1954), président du Brésil, avait porté de rudes coups au mouvement ouvrier et s'était rangé dans le camp des Alliés.

¹³ Francisco Franco (1892-1975), officier de carrière formé dans les guerres coloniales, était devenu rapidement le chef des insurgés en 1936 en Espagne, puis le Caudillo, dictateur impitoyable.

¹⁴ Antonio de Oliveira Salazar (1889-1970), catholico-fasciste, fut le dictateur du Portugal à partir de 1932.

¹⁵ Philippe Pétain (1856-1951), vainqueur de Verdun et vrai « patron » de l'armée française, était déjà considéré comme le dictateur idéal par certaines formations de droite. Il prit le pouvoir en 1940 grâce à la défaite.

¹⁶ Otto de Habsbourg (né en 1912), fils de l'Empereur Charles Ier, prétendant au trône austro-hongrois, était installé aux Etats-Unis et cherchait une place dans le jeu diplomatique des Alliés.

¹⁷ Le roi de Grèce et celui de Yougoslavie jouèrent un rôle particulièrement important, car ils étaient un symbole, haï des masses populaires qui combattaient l'occupant et ses agents.

Aujourd'hui les relations avec Darlan¹⁸ et Badoglio tracent en termes précis la politique contre-révolutionnaire et les buts impérialistes du capitalisme anglo-américain¹⁹.

Les rapports avec Darlan, le bourreau de Vichy et collaborateur d'Hitler, ont servi à maintenir les rapports avec l'Empire français et assurer la collaboration des capitalistes français, des gouverneurs de colonies et de la caste militaire. L'ancien système d'oppression coloniale et de surexploitation demeure inchangé sous de Gaulle comme sous Darlan et Giraud. Ni les indigènes d'Afrique, ni les ouvriers français des colonies n'ont acquis la démocratie grâce à l'occupation américaine.

En Sicile, l'AMGOT²⁰ a maintenu à leurs postes tous les anciens fonctionnaires et policiers fascistes, sauf les plus connus et les plus haïs. Toute activité politique est interdite. La presse est contrôlée. « *L'étiquette "fasciste" été enlevée, câble le reporter du New York Times, mais les mêmes hommes continuent à remplir les mêmes fonctions* ».

La politique alliée en Italie

Le couronnement de cette politique a été l'accord avec le Maréchal Badoglio et le roi Victor-Emmanuel, qui ont soutenu le fascisme pendant plus de vingt ans et dont les seuls appuis aujourd'hui sont les industriels, les banquiers et les grands propriétaires terriens. Roosevelt et Churchill utilisent leurs armées et leurs ressources pour soutenir cette dictature monarcho-fasciste détestée des masses italiennes. Ils ne veulent pas que le peuple italien ait un gouvernement de son libre choix, de peur qu'un tel régime ne fasse quelques incursions dans la propriété et le pouvoir capitalistes.

La politique menée par les Alliés en Afrique du Nord, en Sicile et en Italie démontre que leur soutien des forces ultra-réactionnaires n'est due ni à des déviations accidentelles, ni à des nécessités militaires, mais découle d'un plan calculé dicté par les intérêts et les besoins des capitalistes anglo-américains. Elle permet de prévoir ce que sera le programme des Anglo-Américains pour l'Europe. Ils visent à imposer de nouvelles formes de servitude aux peuples européens. Ils se proposent d'écraser toutes les manifestations d'indépendance révolutionnaire des ouvriers européens et d'établir des dictatures militaro-monarcho-cléricales sous la tutelle et l'hégémonie du Grand Capital anglo-américain. Ils ont conclu une alliance avec l'état-major général de la réaction et de l'obscurantisme, le Vatican, pour réaliser leurs plans contre-révolutionnaires.

Les Alliés évitent d'encourager les mouvements populaires démocratiques de libération parce qu'ils ont peur qu'ils libèrent la puissance de la classe ouvrière et la fassent couler vers les canaux de la révolution socialiste. Roosevelt et Churchill comprennent qu'il n'est pas possible aujourd'hui d'établir des gouvernements démocratiques capitalistes stables en Europe. Si elle a le champ libre, si elle jouit des droits démocratiques, la classe ouvrière n'aura pas besoin de beaucoup de temps pour organiser ses partis révolutionnaires et pour renverser ses oppresseurs capitalistes. Le choix, du point de vue Roosevelt-Churchill, est un gouvernement de type Franco ou bien le spectre de la révolution socialiste²¹. La plus grande contribution que les révolutionnaires américains puissent faire au combat pour le socialisme en Europe est de dénoncer ces visées contre-révolutionnaires, de lutter contre elles sans répit, de soulever les travailleurs américains contre le programme réactionnaire du Grand Capital, et

¹⁸ François Darlan (1881-1942), amiral de la flotte, considéré comme de gauche, fut le chef du gouvernement et le successeur désigné de Pétain. Il négocia avec les Américains son ralliement au nom de Vichy en 1943 et fut assassiné par un jeune royaliste.

¹⁹ Cette phrase fut particulièrement critiquée par la minorité qui, tout en admettant que cette politique était la préférée des chefs alliés, ne croyait pas qu'ils n'avaient aucune solution de rechange.

²⁰ Nom de l'administration des territoires occupés mise en place par l'armée américaine.

²¹ C'est la phrase clé de la résolution majoritaire

d'éveiller les sentiments de solidarité avec leurs frères de classe durement opprimés en Europe et dans le reste du monde.

La signification des victoires soviétiques

La prodigieuse vitalité de la Révolution d'Octobre est démontrée avec éclat par les victoires de l'Armée rouge sur l'impérialisme nazi. Tandis que la France et l'Italie, parmi les vainqueurs de la dernière guerre, se sont écroulées devant les armées qui les envahissaient, l'Union soviétique est restée debout malgré des défaites et des pertes sans précédent et elle a repoussé l'assaut de la puissante machine de guerre nazie. La supériorité de la force de résistance de l'URSS dérive essentiellement du fait que la révolution prolétarienne, écrasée en France et en Italie, a triomphé en Union soviétique.

La volonté inébranlable de lutte et le moral élevé des armées et des peuples soviétiques réfutent les assertions de ces déserteurs qui, s'abritant derrière les crimes de la bureaucratie stalinienne, ont abandonné l'Union soviétique à l'heure du danger mortel. Ils l'ont considérée comme perdue au moment même où, malgré la démoniaque bureaucratie stalinienne, l'Etat né de la Révolution d'Octobre était sur le point de déployer des forces décisives, sans précédent, dans l'épreuve suprême sur le champ de bataille.

En vertu de ses bases sociales établies par la révolution d'Octobre, l'URSS est restée un Etat ouvrier, en opposition fondamentale avec le monde impérialiste. Les réactions des Alliés devant les succès soviétiques et leurs répercussions parmi les dirigeants capitalistes des pays voisins démontrent une fois de plus que les impérialistes le reconnaissent. La perspective de nouvelles avances de l'Armée rouge a terrifié plus qu'encouragé les alliés « démocrates » de Staline.

Le traité récemment conclu à Moscou, reposant sur l'accord pour combattre conjointement la révolution européenne, n'a pas éliminé et ne pouvait pas éliminer l'antagonisme fondamental entre les systèmes économiques de l'Union soviétique et du monde capitaliste. L'alliance de Staline avec Roosevelt et Churchill, intrinsèquement contre-révolutionnaire, comme l'a été son pacte avec Hitler, ne se révélera pas plus durable. Ni l'asservissement de Staline à l'impérialisme, ni ses objectifs contre-révolutionnaires en Europe ne sauraient abolir cet antagonisme fondamental. A une date ultérieure, les antagonismes sous-jacents exploseront en plein jour et, à moins d'une intervention de la révolution européenne ou de concessions de Staline aux impérialistes changeant le caractère fondamental de l'économie soviétique, ils aboutiront à des conflits armés entre l'URSS et l'impérialisme anglo-américain. En s'unissant aux impérialistes anglo-américains contre la révolution européenne, Staline porte un coup mortel à l'Union soviétique elle-même.

La politique fausse de Staline

Le caractère « énigmatique » de la politique de Staline qui rend perplexes tant de commentateurs bourgeois s'explique par la position contradictoire de la bureaucratie soviétique qui conduit sa politique réactionnaire nationaliste sur les bases sociales d'un Etat ouvrier dégénéré encerclé par l'impérialisme. La vision nationaliste de Staline le pousse à marchander avec les impérialistes des concessions territoriales et stratégiques à la périphérie de l'URSS en échange de la trahison par lui du prolétariat international. Les inévitables conséquences d'une telle politique de trahison ont déjà été démontrées par les manœuvres de Staline avec Hitler. A peine l'allié de Staline, Hitler, avait-il conquis l'Europe occidentale qu'il se jeta de toute sa puissance contre l'Union soviétique.

Les Alliés anglo-américains de Staline ne peuvent agir autrement. Une fois établis dans une position dominante sur le continent européen, ils devraient nécessairement chercher, comme Hitler, à encercler et étrangler l'URSS afin d'écraser et de démembrer l'Union soviétique, de restaurer la propriété privée et d'ouvrir un vaste domaine à l'exploitation capitaliste.

Staline a pleinement conscience des dangers implicites pour l'URSS de la conquête et de la consolidation de l'Europe par les impérialistes anglo-américains, sur le cadavre prostré de l'Allemagne. Sa politique extérieure ne peut apparaître comme temporairement efficace que tant que l'Europe est divisée entre des camps impérialistes en conflit qui peuvent se neutraliser l'un l'autre et lui permettent de manœuvrer entre eux. Une victoire décisive de l'un sur l'autre ne pourrait qu'être suivie de la guerre contre l'URSS.

L'Union soviétique ne pourrait échapper aux desseins impérialistes du camp de la guerre anglo-américain et s'assurer contre une attaque qu'en stimulant et en encourageant les soulèvements révolutionnaires des peuples européens. Mais la caste dirigeante de Moscou n'osera pas plus poursuivre cette ligne contre ses actuels alliés qu'elle ne l'a fait contre Hitler. Une révolution prolétarienne victorieuse dans un grand pays européen raviverait et ranimerait la confiance des masses soviétiques en leurs propres forces, régènerait la révolution d'Octobre et liquiderait la clique détestée du Kremlin.

La politique de Staline, profondément faillie, consiste à chercher une voie moyenne entre ces deux cours fondamentaux :

1) D'un côté il lance les comités de l'Allemagne libre et de la Pologne libre, soutient les partisans yougoslaves et d'autres groupements semblables comme contrepoids à l'influence anglo-américaine et jongle avec le programme désespérément réactionnaire qui consiste à reconstituer des régimes pseudo-démocratiques sur une base capitaliste avec une orientation « *amicale* » à l'égard de l'URSS.

2) De l'autre côté, il conclut des accords avec les impérialistes anglo-américains pour coopérer avec eux à l'asservissement de l'Europe.

Mais les tentatives de Staline pour trouver une solution moyenne sont vouées à l'échec. Ou la révolution socialiste triomphera d'un bout à l'autre de l'Europe ou bien le continent deviendra la victime et le vassal de l'impérialisme anglo-américain. Ou l'Union soviétique se sauvera en alliance avec le prolétariat européen victorieux ou elle sera éventuellement conquise et détruite par les impérialistes. Il n'existe pas d'alternative. La bureaucratie stalinienne est condamnée dans les deux cas. Ce n'est pas une « *nouvelle* » classe comme l'appellent renégats et philistins, mais une caste parasitaire de nature transitoire. Il n'y a pas plus de solution aux contradictions du stalinisme qu'il n'y en a à celles de l'impérialisme.

Staline, exploitant le prestige rehaussé de l'Union soviétique qui résulte des victoires de l'Armée rouge, cherche à contrôler les mouvements populaires en Europe pour s'en servir dans ses marchandages avec les impérialistes et les trahir ensuite dès que les conditions nationalistes l'exigeraient.

La bureaucratie stalinienne est capable de toutes les trahisons envers le socialisme et le prolétariat international. L'expérience passée en Espagne en particulier ne laisse aucun doute : confrontés à des soulèvements de masse sur le continent européen, les staliniens seront prêts à tendre la main aux impérialistes et à jouer les bourreaux. Mais c'est une chose que de se lancer dans une telle entreprise et c'en est une autre que de la mener à bien. Il y a une grande différence entre les conditions de la révolution espagnole et celles de la révolution européenne qui vient. Une révolution, avant la guerre, dans un coin de l'Europe, pouvait être isolée, étranglée et vendue en fonction des manœuvres diplomatiques du Kremlin. Une révolution, dans un pays donné, née de cette guerre, s'étendra rapidement au-delà des frontières nationales et prendra des dimensions continentales. Aucune bureaucratie, même pas la bureaucratie stalinienne, ne peut enchaîner une telle révolution, et aucune puissance impérialiste, y compris les Américains, ne peut la tenir en échec.

Ceux qui tirent des conclusions défaitistes sur les perspectives de la victoire prolétarienne en Europe ignorent surtout l'action révolutionnaire indépendante des masses et leur assignent un rôle purement passif, comme si la bureaucratie stalinienne et les impérialistes anglo-américains étaient deux bandes

de bouchers dépeçant un animal égorgé. Le devoir des combattants révolutionnaires est de soulever les masses pour l'action indépendante sous leur propre drapeau et non pas de spéculer, en observateurs passifs, sur les desseins de Staline et des impérialistes, et encore moins de considérer leur succès comme acquis.

La puissance décisive en Europe, c'est le prolétariat révolutionnaire. C'est sur cette force fondamentale que nous, trotskystes, plaçons tous nos espoirs et basons notre politique à travers tous les détours et virevoltes de la diplomatie stalinienne et impérialiste.

La fin de la Comintern

La dissolution par Staline de l'Internationale communiste met fin officiellement à la carrière d'une organisation internationale qui fut jadis, sous Lénine et Trotsky, l'avant-garde du prolétariat mondial et l'espoir de tous les opprimés. L'histoire de la Comintern depuis 1924 est une série d'échecs et de capitulations. Les trahisons de la bureaucratie stalinienne ont infligé les défaites les plus désastreuses à la classe ouvrière mondiale.

Les étapes successives dans le processus de sa dégénérescence après la mort de Lénine comprennent : la proclamation, pour la première fois, de la théorie du « *socialisme dans un seul pays* », la bureaucratisation de la Comintern et de tous ses partis, l'exclusion de l'opposition bolchevik-léniniste, d'abord dans le parti russe puis dans l'Internationale, la capitulation sans combat du Parti communiste allemand avec ses 600 000 membres et ses 6 millions d'électeurs devant le fascisme d'Hitler en 1933, la trahison systématique des intérêts du prolétariat mondial au profit de la politique diplomatique du Kremlin, le meurtre des vieux-bolcheviks, l'assassinat de Trotsky, la trahison du prolétariat pendant la Deuxième Guerre mondiale, où il fut livré d'abord à Hitler, puis à Roosevelt et Churchill.

La cynique répudiation par Staline de l'internationalisme et de l'organisation prolétarienne internationale rend le plus grand service idéologique au capitalisme qui cherche à maintenir la division ouvrière sur des lignes nationales, à les duper et les asservir par des illusions et des préjugés nationalistes. La renonciation à l'internationalisme, c'est la renonciation aux principes fondamentaux du socialisme scientifique. Depuis que le Manifeste communiste de 1848 a proclamé « *Proletaires de tous les Pays, unissez-vous !* », le mouvement marxiste a enseigné que l'émancipation des ouvriers ne pouvait être réalisée que par leur action commune sur une échelle internationale. La Ière, la IIe et la IIIe Internationales ont toutes trois été organisées à l'origine pour consolider l'union de classe des travailleurs sur le plan mondial, pour la lutte contre le système capitaliste et l'avènement du socialisme.

La IIIe Internationale est née des expériences de la guerre mondiale de 1914-1918. Dès le premier jour de sa création, elle enseigna la nécessité de la solidarité internationale et combattit toutes les variétés de particularisme national. Maintenant, un quart de siècle plus tard, quand la faillite du capitalisme et de son système d'Etats nationaux sont parvenus à la phase finale de leur développement, Staline et son gang de traîtres affirment aux ouvriers qu'il n'y a nul besoin de coopération ni d'organisation internationale.

L'enterrement formel de la Comintern, dix ans après qu'elle ait cessé d'exister en tant que force révolutionnaire, ne signifie pas que les staliniens vont cesser d'intervenir dans le mouvement ouvrier mondial. Ils conservent encore leurs organisations, leur appareil du GPU et leurs ramifications et restent comme avant les agents cyniques de la politique étrangère du Kremlin. Les événements d'Italie ont démontré que les staliniens peuvent pervertir la lutte des ouvriers en démoralisant et trahissant la classe ouvrière. La lutte contre la politique fautive des serviteurs dégénérés du Kremlin reste une des tâches les plus importantes de l'avant-garde révolutionnaire en Europe et dans le reste du monde.

Le triomphe qui vient²² de la IVe Internationale

La IIIe Internationale qui a été enterrée par Staline dans la honte et la disgrâce, nous a laissé néanmoins pour l'avenir les plus grands trésors. Ses fondateurs, Lénine et Trotsky, nous appartiennent. Leurs enseignements, leur exemple, leurs traditions sont à nous. L'histoire de la longue lutte à l'intérieur de Trotsky, de ses camarades et de ses disciples depuis 1923 constitue la littérature de base avec laquelle la nouvelle génération qui est destinée à diriger la révolution sera formée et éduquée. Les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste ont produit des documents qui forment le programme fondamental de la IVe Internationale.

C'est de la IIIe Internationale, longtemps avant qu'elle fut morte et enterrée, que sont sortis les cadres fondateurs de la IVe Internationale. La IVe Internationale est la contribution maîtresse de Trotsky à la lutte libératrice de la classe ouvrière mondiale. La IVe Internationale repose sur la base de granit du marxisme non falsifié. Trotsky a incorporé dans son programme toutes les leçons de l'époque d'après Lénine et muni l'avant-garde révolutionnaire des armes idéologiques indispensables dans la lutte qui vient pour le pouvoir. La IVe Internationale est la seule à continuer les traditions progressistes des deux premières Internationales et celle de la Comintern dans ses premières années. L'épreuve de la guerre a détruit tous les autres groupements internationaux. Rien ni personne ne peut dissoudre cette Internationale, héritière de l'Internationale communiste de Lénine et de Trotsky. Aujourd'hui les partis de la IVe Internationale sont petits, mais il en existe dans tous les pays importants. Ils sont liés les uns aux autres par des principes et un but commun. Leurs idées sont justes, leur programme incarne une nécessité historique, leur victoire est assurée.

Sous le drapeau de la IVe Internationale, Parti mondial de la Révolution Socialiste, les ouvriers et les peuples coloniaux se libéreront du capitalisme, du fascisme et de la guerre et créeront la société socialiste de la paix, de la liberté et de l'abondance pour l'humanité entière.

²² « *qui vient* » est ajouté dans l'édition française.